

Tribune collective : Gaza « Palestinian Lives Matter »

(les vies palestiniennes comptent)

parue dans *liberation.fr* le 28.05.2018

« Nous sommes horrifiés de la répression sanglante exercée par l'armée israélienne contre une population désarmée, manifestant pour son droit au retour (acté par le droit international, faut-il le rappeler, dans la résolution 194 de l'ONU) et contre le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. Rarement dans l'histoire on aura vu un tel bain de sang contre des manifestants civils. Les images évoquées sont celles du Bloody Sunday de Selma (Alabama) contre les manifestants pour les droits civiques en 1965, ou celles du massacre de Sharpeville contre des milliers de manifestants, ou encore du massacre des étudiants de Soweto en Afrique du Sud.

Nous sommes scandalisés de la mollesse des réactions internationales, réprimandant du bout des lèvres les dirigeants israéliens, et leur demandant poliment de refréner leurs ardeurs. La communauté internationale dispose de tout un arsenal juridique et de sanctions permettant d'arrêter Israël à tout moment dans son escalade meurtrière. Les raisons pour lesquelles elle n'intervient pas sont à la fois cyniques et dangereuses. Cyniques parce qu'elles méprisent totalement le droit international qui est issu de l'après-guerre, pour tenter de moraliser les rapports internationaux, et dangereuses parce qu'en le bafouant quotidiennement et ne l'appliquant pas elles participent de la destruction de ce droit. Il est encore temps d'intervenir, de soutenir la demande d'Amnesty International d'un embargo sur les armes à destination d'Israël afin d'arrêter le massacre. Souvenons-nous que l'embargo militaire est un outil qui a déjà été appliqué par la France à Israël en 1967 et qui est actuellement mis en œuvre internationalement contre 18 Etats, afin d'empêcher les escalades de violence.

Nous nous étonnons et nous inquiétons de la façon très particulière dont de nombreux chroniqueurs ont présenté cet épisode supplémentaire de violence exercée contre le peuple palestinien.

Les mots « occupation », « colonisation » ne sont plus présents dans les discours de nombreux éditorialistes, ni ceux de « réfugiés », de « droit au retour », la bande de Gaza n'est pas assiégée depuis dix ans, certains osent même dire qu'elle est « libérée » depuis 2005.

D'autres ajoutent qu'il n'y a plus un seul Israélien sur le territoire de Gaza, comme si le gardien de la prison avait besoin de se trouver à l'intérieur du territoire qu'il surveille. On fait de l'obéissance aux ordres de la direction du Hamas la cause du déclenchement de la révolte populaire, comme s'il avait le pouvoir d'enrégimenter des milliers d'hommes, femmes et enfants, désespérés par leur condition, qui marchent vers la barrière pour qu'elle tombe. En d'autres temps, ne célébrait-on pas ces images de liberté et de lutte contre l'opresseur ?

Jérusalem n'est plus illégalement annexée, le Golan n'est plus un territoire syrien annexé illégalement lui aussi. Certains parlent même de « frontière » du Golan israélien avec la Syrie. En d'autres termes, chroniqueurs et représentants politiques d'aujourd'hui sont en train de réviser l'histoire et de nous vendre la version israélienne sioniste de cette histoire : c'est Israël qui est attaqué, il a le droit de se défendre, sa sécurité prévaut sur celle de millions de Palestiniens et l'autorise à exercer toutes les mesures de violence dont l'usage d'armes illégales, contre lesquelles rien ne doit être entrepris.

Une telle réécriture de l'histoire qui sacrifie tous les droits du peuple palestinien ne peut cependant tromper tout le monde, et elle est créatrice de colère et de ressentiment dans les sociétés civiles du monde entier pour qui « Palestinian Lives Matter » : les vies palestiniennes comptent aussi.

L'écart s'accroît entre ces sociétés et leurs gouvernements et on comprend qu'elles assument de pallier la vacance coupable de l'application du droit, par l'outil d'un boycott civil. La campagne de Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) qui prévoit boycott et désinvestissement pour obtenir les sanctions internationales chargées de faire respecter le droit acquiert ici toute sa légitimité.

Au lendemain du massacre devrait s'ouvrir une « saison culturelle France Israël » inaugurée par le Président Macron et Nétanyahou au Grand Palais le 5 juin, date anniversaire de la guerre de 1967. Cette saison dans un tel contexte ne peut qu'ajouter la honte au dégoût. Les acteurs du monde culturel français ne peuvent décemment collaborer à cette funeste mascarade. »

Les Femmes en Noir de Lyon approuvent chaque mot de cette tribune et demandent au président de la République Emmanuel Macron et au gouvernement français de s'en inspirer, et notamment d'intervenir auprès de l'Europe pour suspendre l'Accord d'Association UE-Israël, entré en vigueur en 2000.

Femmes en Noir de Lyon



juin 2018

Pour voir les signatures de cette tribune : [http:// www.liberation.fr/planete/2018/05/15/le-deuil-apres-le-sacrifice-de-la-jeunesse_1650347](http://www.liberation.fr/planete/2018/05/15/le-deuil-apres-le-sacrifice-de-la-jeunesse_1650347)